

(4)
(N° 347.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1924.

Projet de loi

apportant quelques modifications aux lois des 21 juillet 1844 et 3 juin 1920
sur les pensions.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

En attendant que l'on puisse refondre complètement la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844 et les lois particulières qui l'ont successivement modifiée, l'esprit de justice commande d'amender sans plus attendre quelques-unes de leurs dispositions qui blessent l'équité ou qui sont incompatibles avec l'état de choses actuel.

Ces dispositions sont relatives :

- 1° A l'établissement de la pension des membres des corps diplomatiques et consulaires qui ont été distraits à titre provisoire de leurs attributions normales ;
- 2° Au cumul du traitement afférent à un emploi civil avec la pension d'ancienneté qui a été accordée en suite de l'invalidité contractée à la guerre ;
- 3° Au maximum des pensions liquidées à charge des caisses de prévoyance, sur la base du traitement moyen des cinq dernières années de participation.

I.

Les pensions des agents diplomatiques, consulaires et autres du service extérieur du Ministère des Affaires Etrangères sont établies non sur l'entièreté du traitement moyen des cinq dernières années de la carrière, mais sur la base d'un tantième qui est fixé par l'article 11 nouveau de la loi du 21 juillet 1844.

Si l'un de ces agents est détaché provisoirement à l'Administration centrale de son département, s'il exerce momentanément des fonctions actives dans le royaume ou s'il est chargé d'une mission temporaire pour le compte d'un ministère autre que celui des Affaires Etrangères, il reçoit généralement, à charge du Trésor, une rétribution inférieure à son traitement et se trouve ainsi exposé à voir réduire sa pension de retraite.

Pour que l'intéressé ne subisse de ce chef aucun préjudice dans la fixation de sa pension de retraite, il paraît opportun de décider législativement que les services qu'il a rendus à titre provisoire, en dehors de la carrière normale, lui seront comptés sur la base qui lui aurait été appliquée s'il avait été maintenu sans interruption en service extérieur.

II.

Des militaires de carrière jouissant d'une pension d'invalidité et d'une pension d'ancienneté accordée en raison de l'invalidité contractée à la guerre, qui les a mis dans l'obligation de quitter le service militaire, sont entrés dans les administrations de l'État et ne peuvent cumuler cette dernière pension avec leur traitement qu'à concurrence de 3,000 francs.

Le cumul d'une pension militaire pour ancienneté de service n'était soumis à aucune restriction avant les modifications apportées par la loi du 3 juin 1920 aux articles 46 et 47 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Le motif spécial pour lequel les intéressés ont dû abandonner la carrière militaire et les difficultés d'ordre matériel présentes justifient un relèvement du maximum précité, qui devrait être porté à 10,000 francs.

III.

L'article 54, fixant les maxima des pensions des veuves et orphelins, est ainsi conçu :

« Nulle pension ne peut excéder la moitié du traitement du défunt, ni un maximum de 4,000 francs ».

En vertu de la loi du 3 juin 1920 (art. 1^{er} avant-dernier alinéa), cet article « est abrogé à l'égard des caisses où les pensions sont liquidées d'après la moyenne des traitements de toute la carrière soumis aux retenues ou d'après le montant des retenues perçues sur les traitements et les pensions ».

La plupart des caisses liquident sur la base du traitement moyen des cinq dernières années, les pensions qu'elles servent et, à raison de cette particularité, elles doivent avoir égard aux maxima dont il s'agit, ceux-ci n'étant pas abrogés en ce qui les concerne.

Le maximum de 4,000 francs ne correspond plus cependant à l'importance des retenues proportionnelles dont la limitation au montant annuel de 500 francs a été aussi supprimée par la même loi du 3 juin 1920.

Dans la pensée du législateur de 1920, toutes les caisses de prévoyance devaient reviser leurs statuts à bref délai et de manière à faire bénéficier leurs affiliés de l'abrogation conditionnelle de l'article 54 de la loi du 21 juillet 1844.

Mais les changements escomptés n'ont pu être apportés et actuellement les études relatives à la réorganisation des caisses sont orientées dans un autre sens.

En attendant une solution définitive, qui exigera l'intervention de la Législature, des mesures transitoires s'imposent dans l'intérêt des veuves et orphelins dont les pensions calculées sur le traitement moyen des cinq dernières années, ont subi ou subiront l'influence du maximum absolu de 4,000 francs.

La loi du 3 juin 1920 contient déjà des mesures en ce sens, mais ces mesures cessent de produire leurs effets pour les pensions dans la liquidation desquelles n'entrent plus de traitements devant subir le relèvement préalable indiqué à l'article 3. Il en résulte que les effets de l'existence du maximum absolu de 4,000 francs sont moindres pour les pensions antérieures au 1^{er} octobre 1919, que pour celles qui sont postérieures à la même date et que, pour ces dernières, la limitation va s'accroissant au fur et à mesure de l'élimination des anciens traitements. En d'autres termes, le montant des pensions de l'espèce ne correspond plus à l'élévation des retenues qui en justifient l'octroi.

Comment résoudre le problème ?

La loi du 3 juin 1920 a voulu maintenir l'égalité entre les pensions accordées et les pensions à accorder.

S'inspirant de la même idée, le Gouvernement voudrait restituer aux bénéficiaires de pensions ayant pris cours après le 1^{er} octobre 1919, les avantages concédés aux titulaires de pensions servies avant cette date.

Sous le régime de la loi du 3 juin 1920 échappe seule à l'application du maximum de 4,000 francs, la partie du traitement de base qui est obtenue par le relèvement fictif de ce traitement.

Cette partie venant à disparaître par voie d'extinction, on la rétablirait fictivement en ramenant les traitements nouveaux aux traitements anciens auxquels ils correspondent et que l'on obtiendrait par l'application du tarif déterminé à l'article 3 de ladite loi.

La loi serait ainsi rendue applicable à l'ensemble des pensions de veuves et d'orphelins, sans qu'il soit en rien dérogé à son principe ; son mécanisme est simplement approprié de manière à ne léser aucun intérêt.

En effet, le facteur ancien traitement étant rétabli, il s'agit de procéder exactement comme pour les pensions liquidées avant le relèvement du barème et, du reste, comme il doit être procédé pour les pensions qui ont pris cours ultérieurement ou qui prendront cours dans l'avenir, mais dans la fixation desquelles n'entrent que des traitements anciens. S'il y a lieu, il sera, par une modification des statuts, tenu compte de la suppression du maximum de 500 francs qui était prévu à l'article 54 de la loi du 21 juillet 1844.

La mesure est destinée à régler une situation transitoire. Actuellement, et par le seul fait que leurs maris sont restés en fonctions après le 1^{er} octobre 1919, certaines veuves subissent une perte sensible. Des orphelins peuvent se trouver dans une situation analogue.

Mais, même si les statuts des caisses étaient modifiés dans un délai très court, il faudrait encore liquider sur les bases proposées l'arriéré dû à ces veuves pour la période postérieure au 1^{er} octobre 1919, attendu que les veuves dont les pensions ne sont limitées par aucun maximum, mais dont les maris ont cependant touché les nouveaux traitements, jouissent des avantages conférés par ces traitements.

Le chiffre de 8,000 francs proposé comme nouveau maximum absolu se justifie, si l'on considère qu'une pension liquidée avant l'entrée en vigueur de la loi, mais non réduite par un maximum, peut atteindre 6,800 francs.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. TUEUNIS.

4)

(N^o 347.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 JULI 1924.

Ontwerp van wet

brengeude enkele wijzigingen in de wetten van 21 Juli 1844 en van 3 Juni 1920
op de pensioenen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MINE HEEREN,

In afwachting dat de algemeene wet op de burgerlijke en geestelijke pensioenen van 21 Juli 1844 en de afzonderlijke wetten waarbij zij achtereenvolgens gewijzigd werd geheel, kunnen omgewerkt worden, eischt de billijkheid dat enkele harer bepalingen, die in strijd zijn met de rechtvaardigheid of die onverenigbaar zijn met den huidige stand van zaken, zonder meer verwijl gewijzigd worden.

Die bepalingen hebben betrekking :

1^o Op het vestigen van het pensioen der leden van het diplomatiek of consulaire korps, die voorloopig aan hunne normale bemoeienissen onttrokken werden ;

2^o Op het gelijktijdig genot van de wedde in verband met eene burgerlijke betrekking en van het ancienniteitspensioen dat verleend werd ingevolge de in den oorlog opgedane invaliditeit ;

3^o Op het maximum der pensioenen welke vereffend worden ten laste van de voorzorgskassen, op den grondslag van de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren van deelneming.

I.

De pensioenen der diplomatieke, consulaire en andere agenten van den buitendienst van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken worden niet gevestigd op de algeheelheid van de gemiddelde wedde gedurende de laatste vijf jaren van de loopbaan maar op den grondslag van een tantième dat bepaald wordt bij het nieuw artikel 11 der wet van 21 Juli 1844.

Indien een dier agenten voorloopig bij het Middenbeheer van zijn departement gedetacheerd wordt, indien hij tijdelijk actieve functiën binnen het Rijk uitoefent of indien hij belast wordt met eene tijdelijke opdracht voor rekening van een ander ministerie dan dat van Buitenlandsche Zaken, ontvangt hij doorgaans, ten laste der Schatkist, eene bezoldiging welke lager is dan zijne wedde, zoodat hij zich blootstelt aan eene vermindering van zijn rustgeld.

Opdat uit dien hoofde de belanghebbende in het vaststellen van zijn rustgeld

geen nadeel ondervinde, lijkt het gepast door de wetgeving te doen beslissen, dat de diensten welke hij ten voorloopigen titel, buiten de normale loopbaan, bewezen heeft hem zullen aangerekend worden op den grondslag welke hem zou toegepast geworden zijn indien hij, zonder onderbreking, in den buitendienst gebleven ware.

II.

Beroepsmilitairen welke een invaliditeitspensioen genieten alsmede een ancienniteitspensioen dat hen verleend werd wegens eene in den oorlog opgedane invaliditeit die hen genoopt heeft het leger te verlaten, zijn in Staatsdienst getreden : zij mogen laatstgenoemd pensioen gelijktijdig met hunne wedde slechts ten beloop eener som van 5,000 frank genieten.

Vóór de wijzigingen, welke, bij de wet van 3 Juni 1920, in artikelen 46 en 47 der wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen werden gebracht, was de cumulatie van een militair pensioen wegens dienstjaren aan geen enkele beperking onderworpen.

De bijzondere redén waarom de belanghebbenden de militaire loopbaan moesten verlaten en de huidige levensduurte billijken eene opvoering van vorenvermeld maximum tot op 10,000 frank.

III.

Artikel 54, houdende vaststelling van de maxima der pensioenen der weduwe en weezen, luidt als volgt :

« Geen pensioen mag de helft der wedde van den overledene, noch een maximum van 4,000 frank overtreffen ».

Krachtens de wet van 3 Juni 1920 (art. 1, voorlaatste lid), « wordt dat artikel » opgeheven ten aanzien van de kassen waarbij de pensioenen worden verevend » volgens het gemiddeld cijfer der jaarwedden van gansch de loopbaan, die aan » korting onderworpen zijn, of volgens het bedrag der kortingen geheven van de » jaarwedden en van de pensioenen ».

Het meerendeel der kassen verrekenen de pensioenen, welke zij uitkeeren, op den grondslag van de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren en, uit hoofde dezer bijzonderheid, moeten zij derhalve bewuste maxima in acht nemen daar deze niet opgeheven werden wat hen betreft.

Het maximum van 4,000 frank stemt nochtans niet meer overeen met de belangrijkheid der evenredige afhoudingen dewelke, sedert de wet van 3 Juni 1920, boven niet meer op 500 frank beperkt zijn maar deze som kunnen overtreffen.

In de bedoeling van den wetgever van 1920, moeten alle voorzorgskassen hunne statuten binnen korten tijd herzien en in dier voege dat hunne aangeslotenen zouden kunnen genieten van de voorwaardelijke intrekking van artikel 54 der wet van 21 Juli 1844.

Doch de verhoopte veranderingen zijn niet aangebracht kunnen worden en de studies betreffende de herinrichting van de kassen hebben thans eene andere richting ingeslagen.

In afwachting eener uiteindelijke oplossing, waarvoor de tusschenkomst der wetgeving noodig is, zijn overgangsmaatregelen geboden in 't belang der weduwen en weezen, wier pensioenen, berekend naar de gemiddelde wedde over de laatste vijf jaren, den invloed van het volstreckte maximum van 4,000 frank ondergingen, of ondergaan zullen.

De wet van 3 Juni 1920 bevat reeds maatregelen in dien zin, maar die maatregelen houden op van kracht te zijn voor de pensioenen in de verevening waarvan geene wedden meer tusschenkomen, die de onder artikel 3 bedoelde voorafgaande opvoering nog moeten ondergaan. Daaruit volgt, dat het bestaan van het volstrekt maximum van 4,000 frank zich minder doet gevoelen ten opzichte der pensioenen dagteekenend van vóór 1 Oktober 1919 dan bij die van na dien datum en dat voor deze laatste de beperking zich te toenemende mate doet gelden, en zulks naarmate de vroegere wedden wegvallen, met andere woorden gezegd, het bedrag van dergelijke pensioenen beantwoordt niet meer aan het hooge peil der afhoudingen, die het toekennen er van wettigen.

Hoe nu die kwestie opgelost ?

Bij de wet van 3 Juni 1920 werd gestreefd naar behoud van gelijkheid tusschen de reeds verleende en de nog te verleen pensioenen.

Van ditzelfde denkbeeld uitgaande, wil de Regeering aan degenen die recht hebben op pensioenen welke na 1 Oktober 1919 ingegaan zijn, de voordeelen deelachtig maken, welke vergund zijn aan de titularissen van vóór dien datum uitgekeerde pensioenen.

Onder de heerschappij der wet van 3 Juni 1920, is het enkel het door de fictieve verhooging van de grondslagwedde bekomen deel van die wedde dat buiten de toepassing van het maximum van 4,000 frank valt.

Maar dat deel door te niet te gaan, mocht komen te verdwijnen, zou het fictief hersteld worden, door de nieuwe wedden te herleiden tot de vroegere, waarmee zij overeenstemmen en die men zou bekomen door het in artikel 3 van gemelde wet vastgestelde tarief toe te passen.

De wet zou aldus gelden voor alle pensioenen van weduwen en van weezen, zonder dat eenigermate aan beginsel afbreuk gedaan worde : maar in 't minst hare werking wordt eenvoudig zoo aangepast dat geen enkel belang verkort wordt.

Inderdaad waar de vroegere wedde opnieuw als factor optreedt, dient juist gehandeld zooals voor de pensioenen, die vóór de verhooging van den rooster verevend werden, en zooals trouwens dient gehandeld voor de pensioenen, welke later ingegaan zijn of in de toekomst zullen ingaan, maar voor het berekenen waarvan enkel en alleen vroegere wedden in aanmerking komen. Indien daartoe aanleiding bestaat, zal door middel eener wijziging in de statuten, rekening gehouden worden met het afschaffen van het maximum van 500 frank, voorzien onder artikel 54 der wet van 21 Juli 1844.

De maatregel is bestemd eenen overgangstoestand in orde te brengen. Er zijn weduwen die thans en door het enkel feit dat hunne echtgenooten na 1 Oktober 1919 in dienst gebleven zijn een gevoelig verlies lijden. Weezen kunnen in denzelfden toestand verkeerem.

Doch zelf indien de statuten der kassen binnen zeer korten tijd gewijzigd werden zouden de aan die weduwen voor het tijdvak van na 1 Oktober 1919 nog volgens de verschuldigde achterstallen de voorgestelde grondslagen moeten verevend worden aangezien de weduwen, wier pensioen door geen maximum beperkt

is, maar wier mans evenwel de nieuwe wedden hebben genoten, de door die wedden verleende voordeelen genieten.

Het voorgestelde nieuw volstrekt maximum, zijnde 8,000 frank is gebillijkt, indien men bedenkt dat een pensioen vóór het van kracht worden der wet verleend maar door een maximum beperkt, 6,800 frank kan bereiken.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.



ANNEXE AU N° 347

BIJLAGE VAN N° 347.

PROJET DE LOI.

apportant quelques modifications aux lois des 21 juillet 1844 et 3 juin 1920 sur les pensions.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives.

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 21 juillet 1844 et à celle du 3 juin 1920 sur les pensions civiles et ecclésiastiques :

§ 1^{er}. — L'article 11 nouveau de la loi du 21 juillet 1844, est complété comme il suit :

« Si, au cours de la même période,
» l'agent a rempli temporairement
» des fonctions rémunérées dans le
» Royaume ou s'il a été chargé d'une
» mission spéciale pour le compte
» d'un département autre que le Mi-
» nistère des Affaires Étrangères, le
» traitement moyen est établi en fai-
» sant entrer en ligne de compte,
» pour la durée de ces fonctions ou de
» cette mission, la limitation afférente

WETSONTWERP

brengende enkele wijzigingen in de wetten van 21 Juli 1844 en van 3 Juni 1920 op de pensioenen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil :

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden.

EENIG ARTIKEL.

In de wet van 21 Juli 1844 en in die van 3 Juni 1920 op de Burgerlijke en geestelijke pensioenen, worden volgende wijzigingen gebracht :

§ 1. — Het nieuw artikel 11 der wet van 21 Juli 1844 wordt aangevuld als volgt :

« Heeft de agent, in den loop van
» hetzelfde tijdvak, binnen het Rijk
» bezoldigde functiën tijdelijk uit-
» geoefend of werd hij voor rekening
» van een ander departement dan
» het Ministerie van Buitenlandsche
» Zaken met eene bijzondere opdracht
» belast, dan wordt de gemiddelde
» wedde vastgesteld met inachtne-
» ming, voor den duur van die func-
» tiën of van die opdracht, van de

» au traitement dont l'intéressé aurait
» bénéficié en service extérieur. »

§ 2. — La somme de 5,000 francs, mentionnée à l'article 47, 1^o, de la même loi est portée à 10,000 francs lorsque la pension militaire pour ancienneté de service est accordée par application de l'article 2, 4^o, des lois coordonnées sur les pensions militaires et en raison de blessures reçues ou d'infirmités contractées ou aggravées durant la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919.

§ 3. — A partir du 1^{er} octobre 1919, le maximum de 4,000 francs prévu à l'article 54 de la loi du 21 juillet 1844, est porté à 8,000 francs, y compris la majoration accordée par la loi du 3 juin 1920, pour les pensions des veuves et des orphelins liquidées d'après le traitement moyen des cinq dernières années de contribution à la Caisse et prenant cours à cette date ou postérieurement.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 5 de la loi du 3 juin 1920, les pensions limitées par le maximum absolu de 4,000 francs, dont l'entrée en jouissance est postérieure au 30 septembre 1919 et dans la fixation desquelles entrent des traitements ayant fait l'objet d'un relèvement de barème, seront établies :

1^o En majorant fictivement, d'après les règles fixées à l'article 3 de la loi du 3 juin 1920, les traitements antérieurs au premier relèvement de barème ;

2^o En majorant dans les mêmes proportions les traitements anciens correspondant à ceux qui ont été accordés à partir d'un premier relèvement de barème ;

» beperking in verband met de wedde
» welke de belanghebbende in buiten-
» dienst zou genoten hebben. »

§ 2. — De som van 5,000 frank, vermeld onder artikel 47, 1^o, derzelfde wet, wordt op 10,000 frank gebracht wanneer het militair pensioen wegens dienstjaren verleend wordt bij toepassing van artikel 2, 4^o, dergeordende wetten op de militaire pensioenen en uit hoofde van verwondingen bekomen of van gebrekkelijkheden opgedaan of verergerd tijdens het tijdvak van 1 Augustus 1914 tot 30 September 1919.

§ 3. — Van 1 October 1919 af, wordt het onder artikel 54 der wet van 21 Juli 1844 voorziene maximum van 4,000 frank, gebracht op 8.000 fr., met inbegrip van de bij de wet van 3 Juni 1920 verleende verhooging voor de pensioenen van weduwen en weezen welke verevend worden naar de gemiddelde wedde over de laatste vijf jaren van bijdrage in de kas en welke op dien datum of later ingaan.

De door het volstrekt maximum van 4,000 frank beperkte pensioenen, waarvan de ingenottreding ingaat na 30 September 1919 en bij welker vaststelling de wedden, die het voorwerp van eene verhooging van rooster uitgemaakt hebben, in aanmerking komen worden, met afwijking van het eerste lid van artikel 5 der wet van 3 Juni 1920, bepaald :

1^o Met de wedden van voor de eerste opvoering van den rooster, volgens de in artikel 3 der wet van 3 Juni 1920, vastgelegde regels, fictief te verhoogen ;

2^o Met de vroegere wedden, welke overeenstemmen met diegene verleend van eene eerste verhooging van den rooster af, in dezelfde verhoudingen te verhoogen ;

3° En admettant pour leur montant réel les traitements alloués au titre définitif, traitements qui devront être ramenés fictivement selon le tarif indiqué à l'article 3 de la loi du 3 juin 1920, pour que la proportion prévue au premier alinéa de l'article 5 de ladite loi puisse être établie.

Le subside de 1.20 p. c. prévu à l'article 6 de la loi du 3 juin 1920 est maintenu.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur* en ce qui concerne les §§ 1 et 2.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1924.

3° Met de ten definitieven titel toegekende wedden voor hun werkelijk bedrag aan te nemen, die wedden moeten fictief herleid worden volgens het onder artikel 3 der wet van 3 Juni 1920 vermeld tarief, opdat de onder het eerste lid van artikel 5 van gemelde wet voorziene verhouding kunne vastgesteld worden.

De onder artikel 6 der wet van 3 Juni 1920 voorziene toelage van 1.20 t. h. blijft gehandhaafd.

Deze wet wordt van kracht met den dag harer bekendmaking in den *Moniteur* wat betreft §§ 1 en 2.

Gegeven te Brussel, den 24ⁿ Juni 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.
